

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

**MALI: LA VISITE DE GOODLUCK JONATHAN RELANCE LES CRAINTES**

**LE MÉDIATEUR** de la Cédéao pour le Mali a quitté Bamako mardi dernier après deux jours de consultations avec les autorités de transition. Goodluck Jonathan a exprimé sa « préoccupation » sur « l'insuffisance d'actions concrètes dans la préparation effective du processus électoral ». En clair, sur la volonté des autorités de respecter leurs engagements sur la durée de la transition, censée prendre fin avec les scrutins présidentiel et législatif, théoriquement prévus en février 2022.

## SOUDAN : L'ATTIRAIL MILITAIRE SAISI ÉTAIT DU MATÉRIEL DE CHASSE

**C'EST** donc la fin d'une courte polémique qui finalement n'en était pas une. Les caisses de fusils, de munitions et de lunettes de vision nocturne saisies samedi 4 septembre à l'aéroport de Khartoum ont été livrées à leur propriétaire légitime : un commerçant soudanais connu, dûment enregistré auprès des autorités et ayant acquis légalement ces équipements destinés à la chasse.

## RDC : AU SUD-KIVU, LES FONCTIONNAIRES JUDICIAIRES EN GRÈVE

**VÊTU EN NOIR** comme ses collègues, Aidjo Mideso, 43 ans, est l'un des greffiers au tribunal de grande instance de Bukavu. Il a décidé de participer à ce mouvement de grève déclenché par son syndicat : « J'ai 6 enfants qui étudient, et à la fin du mois l'État congolais me donne 60 000 francs congolais comme prime de risque. Pendant les 13 ans que je travaille, je ne reçois aucun salaire. 60 000 FC, c'est 30 dollars. Ça ne suffit pas. Nous passons des journées avec les magistrats en train de poser les actes au nom de l'État congolais, vraiment l'État congolais nous doit beaucoup ! ».

# La Guinée tourne la page Alpha Condé

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Après le coup d'État, les putschistes souhaitent donner des gages à la population avec des symboles forts. Le Comité national du rassemblement et du développement (CNRD) a commencé à démanteler les très contestés postes avancés qui avaient été mis en place au plus fort de la contestation contre le troisième mandat d'Alpha Condé. Un geste très politique de la part des militaires. Des négociations sont aussi en cours pour la libération de prisonniers politiques.

Ainsi, les fameux postes avancés (PA), basés dans plusieurs quartiers de Conakry, sont en phase de démantèlement depuis tôt ce mardi. Une annonce qui intervient deux jours après le coup d'État des soldats des forces spéciales qui a renversé le président Alpha Condé.

Ces énormes tentes aux couleurs militaires vertes abritaient des éléments de la gendarmerie, de la police et de l'armée. Elles avaient été installées en 2018 pour faciliter des interventions rapides des forces de l'ordre et de sécurité. Ces PA étaient très visibles au niveau de la capitale. Il suffisait d'arpenter la ville pour les voir en bord de route, notamment dans la grande commune de Ratoma, et sur la route Le Prince, « l'axe » comme on l'appelle ici, sur lequel défilaient les opposants depuis 2011.

Cette route traverse notamment les quartiers de Bambéto et Cosa où de nombreux manifestants sont tombés dans des affrontements répétés avec les forces de l'ordre. C'est donc un symbole du régime d'Alpha Condé qui disparaît et cette mesure est bien accueillie par les habitants de Conakry, qui reprend peu à peu vie.

Depuis mardi matin, les boulevards retrouvent les embouteillages interminables. Les commerces sont ouverts, les habitants sont dans la rue et renouent doucement avec leur quotidien, ce qui montre que la vie continue malgré tout dans



Photo: DR

## La vie a repris son droit à Conakry.

le pays.

Le nouveau pouvoir, lui, commence à dessiner les contours des prochains jours. Les militaires disent vouloir ouvrir une concertation nationale dont le but serait de définir les moda-

lités de la transition et un gouvernement d'union nationale. En revanche, ils ne donnent pas plus de détails ni sur les participants à cette concertation, ni sur le calendrier. De son côté, l'opposition attend maintenant

la libération de ses militants arrêtés pendant les manifestations contre le troisième mandat d'Alpha Condé. Les putschistes se sont engagés, ce mardi, à « accélérer » les libérations réclamées depuis lundi par le FNDC.

# Dalein Diallo fustige la communauté internationale



Photo: DR

## Cellou Dalein Diallo, opposant guinéen.

JO  
Libreville/Gabon

**A**u cours de son intervention de mardi dernier sur la situation qui prévaut depuis dimanche dans son pays, l'opposant guinéen Cellou Dalein Diallo n'a pas ménagé la communauté internationale. Dans un style sans fard ni fioritures, il a

fustigé l'attitude de cette dernière. Depuis le renversement du régime d'Alpha Condé en Guinée, les condamnations ne cessent de jaillir de toute part. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le président en exercice de l'Union africaine, Félix Tshisekedi, et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, ainsi que le président en exercice

de la CEDEAO, Nana Akufo-Addo, entre autres, ont tous condamné le coup de force en Guinée, exigeant la libération du président déchu. Invité à donner son avis sur ces différentes condamnations dont fait l'objet le coup d'État, le leader de l'opposition au régime de Alpha Condé, Cellou Dalein Diallo, n'y est pas allé de main morte : « Moi je pense que ce sont des réactions pour la forme, dans la mesure où la CEDEAO et l'Union africaine, lorsqu'on abattait comme des lapins les manifestants contre le troisième mandat, on ne les a pas entendues, on ne les a pas vues », a-t-il lancé, dans une réponse cinglante. La position de Cellou Dalein Diallo semble d'autant plus pertinente que ces condamnations de la communauté internationale tranchent avec la joie débordante des populations guinéennes qui, après avoir appris la nouvelle de la chute d'Alpha Condé, sont descendues en masse dans les rues de plusieurs localités du pays, dans des scènes de liesse.